

Présente

OCCUPY & LA RÉSISTANCE AU MONDE COMME IL VA

par

.....
OLIVIER STARQUIT • 2012

IL Y A UN PEU PLUS D'UN AN, APRÈS LE DÉFERLEMENT DES *INDIGNÉS* EN ESPAGNE ET EN GRÈCE, LE MOUVEMENT *OCCUPY WALL STREET* DÉCIDAIT LE 17 SEPTEMBRE 2011 D'OCCUPER LE ZUCOTTI PARK À NEW YORK. RETOUR SUR UNE EXPÉRIENCE D'UNE HAUTE INVENTIVITÉ DÉMOCRATIQUE.

POUR RAPPEL, suite à la crise économique et financière qui a étranglé l'Europe, les Indignés ont occupé des places principalement en Espagne et en Grèce. Un mouvement qui tire son nom du petit opus de Stéphane Hessel¹ et qui a essaimé un peu partout dans le monde. Un mouvement qui semble sonner le glas de la résignation et le réveil du citoyen, qui semble être le ferment d'un renouveau à construire, comme si, comme le pensait Hölderlin, «là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve». Un mouvement qui interroge à raison l'organisation de la vie politique et la valeur de la représentativité parlementaire. Un mouvement où des indignés, insoumis, se sont mis en tête de partir à la reconquête d'un espace public au nom d'une «démocratie réelle». Un mouvement qui a cessé de croire que l'élite politique et économique gère la crise financière et ses conséquences dans... l'intérêt général.

Pour revenir à la vague étatsunienne, le lieu choisi par *Occupy Wall Street* pour son implantation et la date ne l'ont pas été par hasard. Cette dernière est tout sauf anodine: «c'est la *Journée de la Constitution et de la citoyenneté*, qui commémore l'adoption de ce texte fondateur en 1787 et rend hommage aux immigrés récemment naturalisés²». En 1776 déjà, les artisans de la révolution américaine parlaient des *Many* et des *Few*³: ils revendiquaient une démocratie qui parle au nom de tous, pas seulement de quelques riches et puissants.

.....
1 Stéphane HESSEL, *Indignez-vous*, Éditions Indigènes, Paris, 2010.

2 Mark GREIF, «*Occupy Wall Street* a un an», in *Le Monde*, 16 septembre 2012.

3 Comme le mouvement *Occupy Wall Street* qui oppose les 99% (*nous*) aux 1% (*eux*).

Le choix du lieu est, pour sa part, empreint d'une douce ironie subversive: le fameux Liberty Square, un espace public dans une enceinte privée sis dans le Zucotti Park a été construit en contrepartie de l'autorisation accordée par la municipalité de bâtir juste à côté de lui un gratte-ciel d'une hauteur qui dépassait les limites légales: le vol de la lumière allait ultérieurement agir comme étincelle de l'expansion des Lumières.

UNE REVENDICATION DE LA POLITIQUE

Comme Jade Lindgaard l'indique dans l'introduction d'*Occupy Wall Street*, un ouvrage collectif qui recueille des essais, des manifestes, des témoignages et des photographies sur cette déferlante, un des objectifs de ce foisonnement fut « d'occuper les imaginaires et de décapitaliser les esprits⁴ ».

Mais cela va plus loin. Le but principal est politique. Les médias ont d'ailleurs assez mal interprété l'émergence des *Indignés*. « L'erreur est de penser que nous sommes confrontés à un rejet et non à une revendication de la politique⁵ ». Dans un autre ouvrage paru sous les auspices de la revue critique en ligne de gauche radicale, *Contretemps*, on peut trouver une analyse qui recense les points communs entre les *Indignados* de la Puerta del Sol à Madrid, les manifestant-es de la place Syntagma à Athènes et les participant-es aux différentes occupations aux États-Unis⁶. Et ces quelques points communs sont les suivants: « critique des inégalités, dénonciation de la corruption politique, sentiment d'unité du combat entre indignés de tous les pays, fierté de ne pas avoir de leaders identifiés, voire de ne pas avoir de revendications claires, sentiment d'entrer dans l'histoire, curieuse focalisation sur l'importance d'*occuper*⁷ ».

MAIS IL Y A LIEU D'ALLER PLUS EN PROFONDEUR

1. Au point de vue sémantique, occuper signifie qu'on n'a pas d'espace, pas de place dans la société actuelle. D'où l'idée d'occuper le seul espace disponible, l'espace public. Cette revendication est essentielle: elle exprime l'intérêt général, l'idée simple que le citoyen a son mot à dire sur des choix politiques qui concernent sa propre vie et qui sont devenus l'apanage des politiques et des experts. Cette irruption / éruption est clairement une volonté de réappropriation publique en contradiction totale avec « l'érosion générale de la social-démocratie en faveur des modalités entrepreneuriales fondées sur des idéologies féroces de la responsabilité individuelle qui vont jusqu'à faire de l'impératif de sa propre valeur marchande le but ultime

4 Jade LINDGAARD, *Occupy Wall Street, textes, essais et témoignages des indignés* – « Introduction », Éditions les Arènes, 2012, p. 18.

5 Santiago ALBA RICO, *#indignés! échos d'une insurrection des consciences* – « La Casbah à Madrid », Éditions Zones / La Découverte, Paris, 2012, p. 47.

6 COLLECTIF, *#indignés! échos d'une insurrection des consciences*, Éditions Zones / La Découverte, Paris, 2012.

7 Rémi DOUAT, in *Regards*, 01 mai 2012.

de sa vie⁸». Loin d'être anodine, «l'occupation d'un sol tient déjà lieu de programme politique. Elle est une appropriation d'un commun car elle perturbe les frontières entre le privé et le public, elle revient sur les dépossession des espaces par les extensions du domaine des marchandises et par la financiarisation du monde⁹». Mike Davis, dans un ouvrage précisément consacré à cette constellation, prolonge l'image et l'idée : «il faut occuper le terrain des droits fondamentaux et non celui d'un pragmatisme politique de court-terme¹⁰» ;

2. Les mouvements cherchent à apporter une réponse à la question de savoir comment concevoir une unité qui ne soit pas simpliste et univoque, donc oppressante, mais complexe et émancipatrice ;
3. On s'y exprime à travers des structures participatives et horizontales, sans représentants. Ces organisations sont en effet planes, non hiérarchiques, a-partisanes, sans programme et sans dirigeant. Si ce mode de fonctionnement n'est pas nécessairement le plus efficace (les diverses expériences l'ont montré), il n'est pas exclu de penser que la pertinence de celui-ci réside précisément dans sa capacité à contester l'aspect oligarchique des modes d'expression politiques actuellement en cours au sein de nos démocraties représentatives, où la parole est réservée à certains et limitée, pour le plus grand nombre, au moment des votes. Toutes les résistances actuelles sont traversées par ce refus de la hiérarchie, de la délégation des pouvoirs propre à la démocratie représentative. On pourrait y lire également le rejet du primat de l'efficacité, si cher au calcul marchand du monde ;
4. Les mouvements se caractérisent aussi par une réhabilitation des principes de la désobéissance civile prônée par philosophe américain Henry David Thoreau (1817-1862). Les occupants optent pour la non-violence, ce qui a pour effet de révéler en retour la violence de l'État et de susciter le débat public. La puissance émotionnelle et médiatique des actions nonviolentes reste incontestable.

Toutes ces caractéristiques font de cette constellation un incubateur de pensées et de pratiques politiques rafraîchissantes qui témoignent toutes de l'impasse politique dans laquelle se trouve le système représentatif. Le concept d'*empowerment*, (ou encapacitation) est remis au goût du jour, à savoir la prise en charge des individus par eux-mêmes, à un moment où la démocratie, telle que nous la connaissons, titube sous les bourrasques de la crise économique et s'avère impuissante à défendre la volonté de tous et l'intérêt général.

8 Judith BUTLER, *#indignés! échos d'une insurrection des consciences* – «Depuis la précarité et contre elle», Éditions Zones / La Découverte, Paris, 2012, p. 165.

9 Fabienne BRUGÈRE & Guillaume LE BLANC, *Dictionnaire politique à l'usage des gouvernés* – «Nous sommes les 99%», Éditions Bayard, Paris, 2012, p. 390.

10 Mike DAVIS, *Soyez réalistes, demandez l'impossible*, Éd. Les Prairies ordinaires, Paris, 2012, p. 69.

UN BILAN POSITIF ?

Mais, un an après le déclenchement d'*Occupy Wall Street* et quelques deux années après le déferlement des *Indignés* à travers l'Europe (sans oublier le *Printemps arabe* et le *Printemps érable*¹¹), est-il pour autant possible de s'en tenir à un bilan globalement positif (par analogie avec la conclusion des congrès du Parti communiste soviétique) ?

Cette inventivité démocratique qui, dans la plupart des cas, choisit les lieux sur lesquels elle s'exerce est-elle un succès ? Cette révolution sur quelques mètres carrés ne se résume-t-elle qu'à cela ou est-elle le signe d'une volonté de reconquête d'une puissance d'agir dans un monde qui tangué ?

Mark Greif, une des figures de proue d'*Occupy Wall Street* reconnaît volontiers que « le peuple a fait irruption dans ce que l'on appelle la « société managériale » ou « postdémocratique » [et que] le campement s'est organisé sur le modèle d'une cité véritablement démocratique, dotée de conseils municipaux, d'un service de communication, d'une bibliothèque, d'une pizzeria où l'on pouvait manger gratuitement et de dortoirs¹² », mais il ajoute aussitôt que les villes ont fini par démanteler les campements, disperser les résidents, et, même, *horresco referens*, jeter aux ordures les 5 000 volumes de la bibliothèque créée par les manifestants à New York.

Il continue en affirmant qu'un an après, « on peut considérer qu'*Occupy* a échoué dans la plupart de ses objectifs... Il a été question de lutter contre le financement privé des partis politiques, mais, aujourd'hui, à l'approche de l'élection présidentielle aux États-Unis, les citoyens américains sont [...] matraqués de spots publicitaires financés par des intérêts privés¹³ ». D'autre part, il semble évident que l'on ne peut se contenter d'« occuper » les droits fondamentaux.

Ces bémols étant posés, il reste possible de mettre en exergue quelques avancées, car il y eut tout de même une victoire significative : les inégalités, jusqu'alors taboues, sont désormais un vrai sujet de débat, on l'a vu au cours des élections présidentielles américaines. Et cela a fait contrepoids et contrepoint aux thématiques impulsées par l'ultraconservateur Tea Party.

Partant, *Occupy* a également montré que face à des médias qui sapent les bases de la délibération démocratique par la construction d'une société de consensus, pouvaient émerger les bases d'un contre-modèle qui dote les citoyens du pouvoir de renommer le monde, d'en partager la signification, de le transformer.

11 L'ingéniosité médiatique pour la titrairie nous laissera toujours pantois !

12 Mark GREIF, *op.cit.*

13 *Ibidem.* On sait désormais que la campagne présidentielle de 2012 fut la plus onéreuse de l'histoire américaine.

Puis, comme le souligne Geoffrey Pleyers, « *Occupy* fait partie d'une large gamme de mouvements souterrains qui explorent des voies complémentaires à la démocratie représentative et qui promeuvent la citoyenneté¹⁴ ».

PEUT-ON Y VOIR UN AVENIR ?

À en croire les résultats électoraux immédiats (notamment en Espagne), les formes de « participation auto-organisée produisent souvent des résultats incertains, visant moins à modifier immédiatement les politiques et les projets qu'à stimuler des transformations culturelles à long terme, créant l'embryon d'une nouvelle société¹⁵ ». En effet, les élections qui ont immédiatement suivi ne reflètent pas nécessairement la volonté de changement que manifestaient les occupants. Cependant, la participation à de telles expérimentations démocratiques pourrait opérer – à terme provoquer – des transformations d'ordre personnel. Il serait donc question d'une incubation plus lente (un peu comme un médicament à effet retard).

Geoffrey Pleyers identifie également, dans le même article, une potentielle fertilisation croisée avec les autres initiatives progressistes (les tenants de la transition locale et écologique, les défenseurs des réseaux d'expertise (comme les forums sociaux, les conseils scientifiques d'ATTAC pour ne citer que ces deux exemples) et les participants de la mobilisation dite de contestation), fertilisation qui permettrait par ailleurs de dépasser le caractère sporadique et éphémère des camps *Occupy* et des *Indignés*.

De même, toutes ces initiatives collectives sont propices à la création d'un bloc historique¹⁶ (pour emprunter les termes de Gramsci) susceptible de permettre la reconquête idéologique et de déboucher sur la constitution d'une nouvelle classe sociale. Suivant l'historien E.P. Thompson dans son ouvrage *La formation de la classe ouvrière anglaise*, « une classe survient quand des hommes, du fait d'expériences communes (héritées ou partagées), éprouvent et explicitent cette identité d'intérêts comme quelque chose qu'ils partagent et qui les démarquent des autres hommes aux intérêts différents (et généralement opposés aux leurs¹⁷) ». Il est nécessaire également pour former une « classe sociale » que ces hommes et ces femmes se reconnaissent comme faisant partie d'un même groupe et s'organisent pour œuvrer à la transformation de la société.

Enfin, tant les *Indignés* qu'*Occupy* ont rappelé « le principe même de la politique : il y a de la politique lorsqu'il y a un peuple, lorsque le peuple ne se

14 Geoffrey PLEYERS, « *Beyond Occupy, Progressive activists in Europe* », www.opendemocracy.net/geoffrey-pleyers/beyond-occupy-progressive-activists-in-europe

15 Giovanni ALLEGRETTI, « Participer, mais comment ? » in supplément du *Monde diplomatique*, septembre 2012, p IV.

16 Le *bloc historique* est une expression empruntée par Gramsci au syndicaliste Georges Sorel pour désigner l'union des forces sociales.

17 Cité par Barbara EHRENREICH & John EHRENREICH, *#indignés! échos d'une insurrection des consciences* – « La formation des 99 % et la faillite de la classe moyenne », Éditions Zones / La Découverte, Paris, 2012, p. 126.

confond pas avec sa représentation étatique, mais se déclare et se manifeste lui-même en choisissant ses lieux et ses temps... Ils ont secoué les logiques de consentement qui étaient devenues écrasantes et rappelé les conditions d'un vrai mouvement populaire¹⁸». Et c'est au final dans les rues, l'espace public par excellence, que se galvanise la critique collective contre les détenteurs invisibles ou non du pouvoir. C'est peu et c'est beaucoup.

OLIVIER STARQUIT, décembre 2012

.....
18 Jacques RANCIÈRE, « Le moment esthétique de l'émancipation sociale, entretien », propos recueillis par Aliocha WALD LASOWSKI, in *La Revue des livres*, n° 7 septembre – octobre 2012, p. 48.

POUR ALLER PLUS LOIN

Outre les deux ouvrages collectifs amplement commentés ci-dessus,

COLLECTIF, *#indignés! échos d'une insurrection des consciences*, Éditions Zones/La Découverte, Paris, 2012

COLLECTIF, *Occupy Wall Street, textes, essais et témoignages des indignés*, Éditions les Arènes, 2012.

un autre opus collectif mérite également le détour :

COLLECTIF, *Démocratie dans quel état?*, Éditions La Fabrique, 2009.

Dans cette même maison d'édition, il ne faut jamais résister à la lecture des ouvrages de Jacques Rancière.

Barricade se définit comme un espace public, un lieu dédié à la confrontation des idées, et comme une plate-forme permettant la rencontre des différents mondes militants, du secteur de l'éducation permanente au milieu syndical en passant par le monde académique ou le secteur de l'économie sociale.

Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl Barricade s'est développée depuis 1996 dans le quartier Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques.

Sa librairie « Entre-Temps », à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. A l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement autogestionnaire et une finalité culturelle et sociale plutôt que le profit.

Toutes les analyses sur :

www.barricade.be